

A group of children are sitting on a concrete sidewalk in a schoolyard, drawing with chalk. In the foreground, a young girl in a white shirt and pink shorts is smiling at the camera. Behind her, other children are focused on their drawings. In the background, a man in a white shirt and cap is talking to a group of children. The schoolyard is paved and has a fence in the distance.

Fonds de la Société Civile pour L'éducation (CSEF) 2013 - 2015

Rapport des résultats
Juillet - Décembre 2013

Qu'est-ce que le Fonds de la société civile pour l'éducation ?

L'objectif global du programme CSEF est de :

« Contribuer à la réalisation des objectifs éducatifs nationaux et de l'Éducation pour tous en soutenant la participation effective des organisations de la société civile et des citoyens aux débats sur l'éducation, à la planification et aux révisions du secteur. »

Le Fonds de la société civile pour l'éducation (CSEF) est un programme mondial ambitieux et unique, qui favorise l'engagement des citoyens dans la politique, la planification et le

suivi du secteur éducatif. Ses partenaires sont des organisations nationales, régionales et internationales de la société civile. Le CSEF fournit un financement de base, soutient le développement des capacités et propose des opportunités d'apprentissage transfrontalières aux coalitions de la société civile œuvrant pour l'éducation dans les pays en développement d'Afrique, d'Asie-Pacifique, d'Amérique latine et dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Europe de l'Est. Par cet appui, le CSEF vise à renforcer la puissance, la cohérence et l'efficacité de la participation de la société civile dans les processus du secteur éducatif.

Qui gère le CSEF ?

Le CSEF est géré par la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) en étroite collaboration avec des partenaires régionaux de mise en œuvre : la Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA), le Réseau africain de campagne pour l'Éducation pour tous (ANCEFA), le Bureau Asie Pacifique-Sud pour l'éducation de base et l'éducation des adultes (ASPBAE), la Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE), ActionAid

Amériques, l'Internationale de l'Éducation Asie Pacifique et Oxfam GB Afrique de l'Ouest. Le programme, supervisé par l'UNESCO, est actuellement financé par une subvention de 14,5 millions de dollars du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE). Un financement complémentaire, géré directement par CLADE, est également fourni par l'AECID aux pays partenaires en Amérique latine non-membres du GPE.

Calendrier, buts et objectifs

La phase actuelle du programme CSEF a été lancée en avril 2013 après une période de planification de trois mois qui a débouché sur la phase de mise en œuvre. En raison de retards initiaux de financement ayant entraîné l'interruption de certaines activités, il a été convenu d'étendre le programme sans coûts supplémentaires, et de prolonger la phase actuelle jusqu'en mars 2015.

Le programme 2013-2015 du CSEF est fondé sur quatre objectifs principaux :

- Participation politique : La participation officielle de la société civile aux processus politiques et d'examen du secteur éducatif et le dialogue avec les décideurs politiques et les parlementaires se sont renforcés et sont davantage reconnus.
- Sensibilisation du public et renforcement de la coalition : Les coalitions nationales de l'éducation développent activement les capacités des populations à accéder et participer aux débats du secteur de l'éducation, par la sensibilisation, le renforcement des connaissances et des compétences, et la

création d'opportunités de participation.

- Recherche, suivi et analyse de la qualité : Les recherches et analyses de la société civile contribuent à mettre en place des plans, des politiques, des financements et des pratiques du gouvernement national qui permettront de réaliser le droit à une éducation de qualité pour tous et les six objectifs de l'EPT.
- Apprentissage transfrontalier et réseaux de promotion du changement : Le programme du CSEF renforce la qualité et l'impact de l'engagement de la société civile dans le secteur éducatif en promouvant les partenariats, en renforçant la collaboration Sud-Sud et le partage des connaissances, et en facilitant l'influence sur les processus politiques à l'échelon mondial.

Un cadre personnalisé d'apprentissage, de suivi et d'évaluation accompagné d'indicateurs et de cibles pertinents a été mis en place pour mesurer les progrès accomplis et documenter les activités de planification et d'apprentissage.

Approche et principes du CSEF

Le CSEF est convaincu que la réalisation des objectifs d'éducation exige la participation d'acteurs informés issus d'horizons divers et que cette participation dépend de la formation d'organisations de la société civile efficaces et coordonnées. Le programme concentre son appui sur des structures nationales de la société civile présentant des programmes adaptés aux priorités nationales, avec l'expertise et l'appui d'entités externes telles que le Groupe de partenaires internationaux du CSEF formé de différentes ONG régionales et internationales œuvrant dans le domaine de l'éducation.

Le modèle du CSEF repose sur un principe fondamental : la collaboration avec une coalition nationale de l'éducation dans

chaque pays. Le but est de soutenir l'engagement d'un groupe large et représentatif d'organisations de la société civile au travers d'activités coordonnées. Cela renforce l'impact de la participation, et assure une meilleure représentation de la diversité des voix. Le CSEF encourage aussi vivement les coalitions à se développer et à implanter des structures sous-nationales pour augmenter leur portée et leur influence.

Un autre principe est que chaque coalition nationale identifie ses propres objectifs politiques et ses activités spécifiques par des délibérations internes avec ses membres, en tenant compte du contexte national, des priorités des citoyens ainsi que des points forts et des possibilités dont elle dispose.

Quelles ont été les principales réalisations du CSEF en 2013 ?

Fin 2013, on comptait 53 organisations de la société civile engagées dans les activités CSEF de cette phase du programme, avec 49 propositions de coalitions pleinement approuvées :

- 26 en Afrique : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Djibouti, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigeria, Rép. démocratique du Congo (RDC), Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Togo, Zambie, Zimbabwe
- 13 en Asie-Pacifique : Bangladesh, Cambodge, Inde, Indonésie, Mongolie, Népal, Pakistan, Papouasie Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Sri Lanka, Timor Leste, Vanuatu et Vietnam
- 4 en Amérique latine et aux Caraïbes : Bolivie, Honduras, République Dominicaine, Nicaragua
- 6 au Moyen-Orient et en Europe de l'Est : Albanie, Géorgie, Moldavie, Somalie, Soudan, Yémen
- D'autres collaborations sont en cours en Angola, en Haïti, en Afghanistan et au Myanmar.

L'ensemble des 49 coalitions soutenues par le CSEF organisent des activités qui contribuent significativement à l'avancement du programme. En voici quelques exemples :

- Toutes les coalitions s'efforcent d'intensifier leur participation et leur influence dans les processus politiques en dialoguant avec les acteurs clés du secteur

- Afin d'accroître leur influence, les coalitions ont entrepris des initiatives de recherche et de suivi des plans, des politiques, des budgets et des activités du secteur éducatif
- Les conclusions des recherches sont traduites en suggestions et propositions de politique
- Les activités sont menées avec les membres, les communautés et le grand public, en renforçant la prise de conscience et en encourageant la participation des citoyens en vue de fortifier la voix et l'influence de la société civile dans les débats sur l'éducation à l'échelon national, mais aussi au niveau régional et mondial, notamment dans les discussions sur l'après-2015
- Toutes les coalitions concentrent leurs efforts sur au moins un domaine thématique clé du GPE. Plus précisément :
 - » Vingt-sept coalitions s'intéressent aux problèmes d'accès et d'inclusion de tous les enfants, en œuvrant notamment pour l'éducation inclusive, surtout en Bolivie, au Cap-Vert, en Moldavie et au Timor oriental
 - » Vingt-et-une coalitions axent leur action sur les problèmes des systèmes éducatifs (la gouvernance, la réforme juridique, etc.). La majorité d'entre elles s'intéressent en priorité aux questions de financement, notamment le Malawi, le Soudan, le Pakistan et le Yémen
 - » Parmi les vingt-deux coalitions qui se concentrent sur les questions liées à l'éducation de qualité, quinze œuvrent explicitement sur les problèmes des enseignants, notamment le Cambodge, la Géorgie, le Rwanda et le Lesotho.



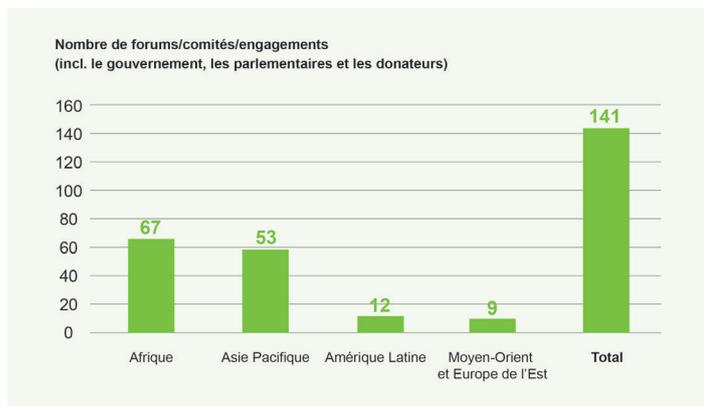
Objectif 1 : Participation politique

Les coalitions ont participé activement à la vie politique, et 29 ont signalé leur engagement dans les groupes locaux de l'éducation (GLE). Certaines coalitions ne se sont pas engagées dans cette voie, en raison de l'instabilité politique du pays, de l'inaccessibilité ou du caractère exclusif des structures ou de l'absence de possibilités d'accès pour les jeunes coalitions. Ce point pourra faire l'objet d'un appui prioritaire dans le programme du CSEF à l'avenir. L'engagement politique ne se limite pas aux GLE et fin décembre 2013, les coalitions de 44 pays étaient activement engagées dans 141 initiatives relatives à la politique du secteur éducatif telles que des groupes de travail techniques, des commissions gouvernementales, des comités parlementaires, etc.

En outre, les coalitions CSEF ont collectivement présenté aux autorités décisionnaires concernées 115 propositions

accompagnées de commentaires sur les lois ou les politiques proposées, d'analyses et de suggestions sur différents problèmes politiques spécifiques, et des conclusions des recherches et des consultations citoyennes. À l'échelon régional ou mondial, 17 initiatives de plaidoyer distinctes ont été organisées à partir des contributions des coalitions nationales sur un large éventail de sujets :

- Propositions présentées dans des forums régionaux sur l'alphabétisation des jeunes et des adultes en Asie-Pacifique
- Création d'une plateforme régionale de plaidoyer sur la gratuité de l'éducation en Amérique latine
- Développement de dossiers de plaidoyer sur les financements intérieurs, l'éducation en langue maternelle et l'après 2015 dans le monde.

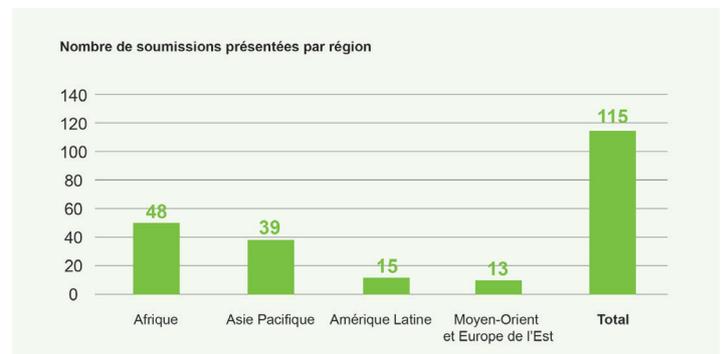


Afrique : Onze coalitions ont participé à trois à six forums de politique et quatre travaillent activement avec des comités parlementaires. Dans trois pays, on constate de nets progrès en matière d'accès et de reconnaissance des coalitions sur la scène politique.

Asie Pacifique : Le Timor oriental et Vanuatu sont chacun engagés dans pas moins de huit initiatives dans le secteur de l'éducation (décisions politiques et suivi) tandis que la Papouasie Nouvelle-Guinée participe à sept forums. Le Bangladesh et le Timor oriental participent non seulement au GLE et à d'autres initiatives, mais également aux processus parlementaires (comités/audiences). En Mongolie où il n'existe pas de GLE, la coalition participe à au moins six groupes de travail techniques et comités d'experts.

Amérique latine et Caraïbes : La coalition de la République Dominicaine est active dans le Comité de suivi des engagements sociaux, politiques et financiers pour l'éducation, et celle du Honduras a présenté son approche au FONAC, le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.

Moyen-Orient et Europe de l'Est : En dépit de l'instabilité politique et des conditions difficiles, il existe des preuves attestant de la participation des coalitions à certains espaces et initiatives politiques. En Somalie par exemple, la coalition a signé un protocole d'entente avec le ministère de l'Éducation, et en Albanie, la coalition a activement participé à des audiences parlementaires.



ÉTUDE DE CAS : GHANA

L'analyse des données de l'éducation pour 2012/2013 par la coalition ghanéenne GNECC (Ghana National Education Campaign Coalition) a révélé que si les écoles des zones urbaines et suburbaines avaient, en moyenne, un surplus d'enseignants, celles situées dans les régions rurales et les quartiers défavorisés manquaient de personnel formé. Forte de cette analyse, la coalition a plaidé sa cause auprès de différents acteurs du secteur, dont des responsables de l'éducation de base dans les districts et au plan national, les médias et d'autres groupes de la société civile. Un document de présentation stratégique a été diffusé à tous les partenaires, groupe local de l'éducation compris. Cela a contribué à mettre en avant dans le programme politique du Ghana la question de l'iniquité du déploiement des enseignants qualifiés dans les écoles publiques élémentaires.

Le ministre de l'Éducation a ensuite évoqué les recherches de GNECC lors d'une interview ; dans une adresse à la nation en mars 2014, le président du Ghana a évoqué le problème en annonçant des mesures nationales pour renverser cette tendance dans la répartition des enseignants. GNECC suit de près l'évolution de cet engagement.

Quelques exemples de bonnes pratiques de participation :

- Burkina Faso : Les propositions soumises par la coalition (CNEPT-BF) exigeant le recrutement d'un nombre plus élevé d'enseignants qualifiés et l'abandon du système des enseignants volontaires, ont été acceptées par le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation.
 - Ghana : Le document de position de la coalition nationale (GNEC) intitulé « Comblent le manque d'enseignants dans l'éducation de base » a joué un rôle dans le processus de redistribution des enseignants entrepris par le ministre de l'Éducation.
 - Togo : La coalition (CNT/EPT) a exhorté le gouvernement à prendre des mesures rapides pour rouvrir les classes après une grève particulièrement dure au début de l'année scolaire 2013-14. Le ministre de l'Éducation a été obligé de rendre des comptes, et suite à cela, le gouvernement et les syndicats ont promis de rouvrir les écoles.
 - Zambie : La coalition (ZANEC) a utilisé ses recherches pour plaider en faveur d'une hausse des financements qui permettrait d'améliorer à la fois l'accès et la qualité de l'éducation. Résultat : le budget national 2014 a pris un virage historique en allouant 20,2 % à l'éducation. La coalition a aussi contribué au recrutement et au déploiement dans tout le pays d'un millier d'enseignants pour la petite enfance.
 - Bangladesh : La coalition (CAMPE) a apporté d'importantes contributions à la formulation et au renforcement de la loi générale sur l'éducation.
 - Mongolie : La coalition (Tous pour l'éducation) a présenté des recommandations en matière d'éducation inclusive à l'occasion d'une consultation multipartite organisée par le ministère de l'Éducation et le ministère du Développement
- de la population et de la Protection Sociale. Elle a également soumis des recommandations au Premier ministre pour demander l'application des stratégies d'éducation à l'éducation des garçons.
 - Îles Salomon : La coalition (COESI) a fourni des apports au projet de politique nationale d'alphabétisation (qui en est à sa quatrième version à ce jour).
 - Timor oriental : La coalition (TLCE) a présenté l'évaluation des OSC concernant les progrès et les difficultés de la réalisation des objectifs de l'EPT. Cette présentation a été reprise par le ministère de l'Éducation dans son rapport aux Nations Unies.
 - Vanuatu : La coalition (VEPAC) a activement contribué à l'élaboration d'un rapport parallèle (Universal Periodic Review, UPR) ainsi qu'à un document de position sur le handicap.
 - Bolivie : La coalition (CBDE) a apporté son aide au « Projet de code pour les garçons, les filles et les adolescents » qui traite de la parité, de l'ouverture et de la flexibilité de la gestion institutionnelle, et de la conception des programmes scolaires. Ses contributions ont été acceptées par l'équipe technique et la loi est actuellement en cours de révision avant approbation par l'Assemblée législative plurinationale.
 - République Dominicaine : Les propositions visant à renforcer le groupe de surveillance du budget éducatif pour les années 2014-2016 ont été acceptées par le comité de surveillance et sont en attente de la décision finale.
 - Albanie : La coalition (ACCE) a présenté avec succès un ensemble de recommandations pour garantir l'intégration des enfants roms dans le système scolaire, depuis la maternelle jusqu'à l'université.

Contributions aux plaidoyers à l'échelle régionale et mondiale

Les Secrétariats régionaux et le Secrétariat mondial ont encouragé les coalitions à contribuer et participer à 38 initiatives de dialogue et de plaidoyer politique au plan régional et mondial. De plus, les Secrétariats ont participé à au moins 17 initiatives spécifiques de plaidoyer régionales et mondiales, en utilisant les recherches et le travail de sensibilisation menés par les coalitions nationales. Au cours de cette période, les plaidoyers nationaux se sont concentrés sur les examens nationaux de l'EPT et l'agenda du développement pour l'après-2015.

En Afrique, les coalitions ont participé à l'initiative « Big Push » avec l'aide de l'ANCEFA en sensibilisant l'opinion à la nécessaire accélération de la réalisation de l'EPT dans leurs pays.

- L'ASPBAE a aidé les coalitions de la région Asie-Pacifique à promouvoir leurs recherches sur l'alphabétisation et l'éducation des jeunes et des adultes, en leur ouvrant des possibilités de participer à des processus internationaux. Par exemple, la coalition nationale de Papouasie Nouvelle-Guinée (PEAN) a été invitée à collaborer avec l'UNESCO pour de nouvelles études sur l'alphabétisation, et la coalition COESI des Îles Salomon a été conviée à rédiger un nouveau projet de politique nationale d'alphabétisation.
- En Amérique latine, les coalitions ont travaillé ensemble sur la question du rôle, des droits et du statut des enseignants, et CLADE a attiré l'attention sur ces questions lors de débats internationaux, en mentionnant des cas où les droits des enseignants avaient été mis en cause ou violés.

- Au Moyen-Orient, ACEA s'est largement inspiré du travail des coalitions pour sensibiliser et mobiliser l'opinion régionale autour des campagnes pour l'EPT, en particulier sur la question de l'éducation des filles.

À l'échelon mondial, la CME s'est appuyée sur le travail de diverses coalitions pour préparer le plaidoyer sur le financement intérieur de l'éducation et un rapport sur le financement domestique titré : « Imposer l'équité : Financer l'éducation pour tous avec des ressources domestiques ». La crédibilité des coalitions dans leur pays s'est accrue grâce à la pertinence des recherches qui sous-tendent leur plaidoyer et au soutien des entités régionales qui les aident à mettre en avant leur travail.

Objectif 2 : Sensibilisation du public et renforcement de la coalition

En mars 2014, 3 948 organisations distinctes ont été impliquées dans l'action du CSEF en leur qualité de membres des coalitions financées, ce qui représente une augmentation de 919 depuis le début de cette phase du programme en avril 2013. Les coalitions dans les quatre régions sont principalement représentées par des acteurs de la société civile sur le terrain, parmi lesquels des syndicats d'enseignants et d'autres associations civiques ainsi que des organisations de femmes, d'enfants, de jeunes et de personnes handicapées. La représentativité est vitale, et la plupart des coalitions disposent de mécanismes de consultation de leurs membres. Avant de participer à des rencontres ou des consultations majeures, elles partagent les informations et les commentaires par téléphone, par courrier électronique et sur les réseaux sociaux. Une coalition sur cinq participe à des groupes de travail thématiques, des groupes de réflexion ou des groupes éditoriaux qui préparent des documents. Ces groupes s'attaquent avec vigueur aux contraintes de temps et de ressources et font entendre les voix de ceux qui sont particulièrement touchés par certaines questions au plan local. Des difficultés subsistent néanmoins, notamment en raison de l'isolement et la distance géographique de certains membres, et du délai souvent très court accordé par les gouvernements et les donateurs pour la préparation des coalitions à assister aux événements.

Quelques exemples de bonnes pratiques de consultation des membres :

- Kenya : Les points à l'ordre du jour des réunions mensuelles régulières sont discutés à l'avance en ligne. Lorsque l'ordre

du jour fait référence à des documents nécessitant des contributions, la coalition (Elimu Yetu) réunit un comité technique chargé d'examiner les documents et de préparer des commentaires. Cette approche a, par exemple, été employée pour préparer les contributions de la coalition au Plan national sectoriel de l'éducation.

- Népal : La coalition (NCE Nepal) compte en son sein une équipe éditoriale et de publication formée de quatre personnes, dont des membres du Conseil d'administration et du Comité de pilotage. Pendant l'élaboration des propositions et des analyses, toutes les contributions des membres sont envoyées à l'équipe éditoriale pour examen et validation avant toute publication et présentation.
- Vanuatu : Les versions préliminaires des documents stratégiques, des déclarations et des propositions sont communiquées par la coalition (VEPAC) à tous les membres du Conseil d'administration, au personnel, à l'ASPBAE et à d'autres personnes reconnues pour leur compétence ou leur intérêt, afin de recueillir leurs points de vue et leurs commentaires avant de finaliser les documents et de les diffuser en externe.
- République Dominicaine : Pour l'analyse et l'examen du Pacte pour l'éducation par exemple, trois comités de travail ont été créés en vue d'effectuer un examen critique et d'élaborer des propositions sur les différentes composantes du pacte.

Sensibilisation du public aux problèmes cruciaux de l'éducation

Pour accroître la prise de conscience à l'égard de l'EPT et des problèmes locaux de l'éducation les plus sérieux, et afin de faciliter la participation citoyenne aux débats sur l'éducation, les coalitions ont collaboré avec 191 autres parties concernées externes, dont des ONG, des institutions académiques, des partenaires internationaux, etc.

La plupart des coalitions se sont montrées particulièrement actives pour sensibiliser le public : On a dénombré 177 initiatives d'engagement avec les médias (en dépit des difficultés et des risques liés à ce type d'activités dans certains contextes politiques). Les chaînes de télévision ont diffusé des débats d'experts ou des émissions de sensibilisation du public aux problèmes les plus cruciaux de l'éducation à l'échelon local. Certaines émissions de télévision ou de radio ont été partagées sur des plateformes en ligne telles que YouTube.

De plus, les coalitions ont produit 19 publications et mené 93 activités variées de campagne ou de mobilisation publique : conférences, réunions communautaires, séminaires publics, campagnes de publicité et autres activités similaires.

Voici quelques commentaires des coalitions expliquant comment la médiatisation et les interventions publiques ont favorisé le changement :

« 50 000 adolescents venus de 35 districts ont participé à une enquête sur leur perception de l'environnement d'apprentissage idéal. Les résultats qui ont été transmis aux décideurs politiques et aux autres parties prenantes ont été qualifiés de 'révélation pour tous les acteurs concernés'. » Népal

« Après un atelier de sensibilisation de l'opinion sur l'éducation inclusive, des structures éducatives qui gèrent au moins 50 écoles ont promis d'offrir une éducation primaire gratuite à tous les enfants handicapés désireux de revenir dans le système scolaire. » Somalie

« On a pu observer dans les discussions et les contributions téléphoniques des auditeurs d'une émission radio que le public était extrêmement reconnaissant de pouvoir s'exprimer et partager différents points de vue sur la question. » Sierra Leone

« Suite à une audience publique, le Département de l'éducation a entrepris d'identifier tous les enfants non scolarisés. » Inde

« L'implication des médias a fait que la coalition est systématiquement consultée lorsqu'un quelconque sujet en lien avec l'éducation est débattu dans le pays. » Nicaragua

« Les médias publient régulièrement les conclusions de nos communiqués sur les problèmes de l'éducation. » République Dominicaine

« Les comptes-rendus de nos initiatives publiés dans les médias ont attiré l'attention des ministères qui ont décidé de rassembler le plus grand nombre possible d'informations utiles pour leurs initiatives concernant le système éducatif albanais. » Albanie

Objectif 3 : Recherche, suivi et analyse de la qualité

Pas moins de 46 études sur le sujet ont été initiées (dont certaines sont encore en cours) pendant la période considérée par le rapport, surtout en Asie-Pacifique. Bien qu'une période de six mois soit très courte pour exploiter les résultats des recherches et des activités de suivi dans le cadre du plaidoyer, plusieurs coalitions

ont fait preuve d'efforts impressionnants pour s'engager dans les processus politiques. Douze coalitions ont pu décrire les premiers résultats constatés sur la politique et la position des autorités de leur pays. Il ya quelques exemples dans le tableau ci-contre.

ÉTUDE DE CAS : MALAWI

Grâce à l'appui du CSEF, la Coalition de la société civile pour l'éducation (CSEC) du Malawi a pu effectuer une analyse du budget 2012/2013 de l'éducation et une enquête de suivi des dépenses publiques (PETS) dans un échantillon de districts, avec en point de mire la construction de bâtiments scolaires et de logements pour les enseignants ainsi que le subventionnement par l'État des frais de scolarité. Les résultats ont montré des écarts entre les dépenses du gouvernement et ses engagements financiers, avec par exemple seulement 1 125 nouvelles classes construites sur les 2 500 promises.

L'enquête PETS a également permis à CSEC de découvrir que des matériels pédagogiques commandés à une société sélectionnée n'avaient jamais été livrés aux écoles dans le district de Kasungu. CSEC en a informé le ministère de l'Éducation et les autorités locales, et la société a été mise en demeure de rembourser les fonds au district.



Coalition	Domaine de recherche	Utilisation dans le cadre des activités de sensibilisation, de participation politique et de mobilisation	Premiers résultats
GNCEC Ghana	Pénurie d'enseignants dans l'éducation publique de base au Ghana	Les recherches liées au manque d'enseignants éclairent les documents de position, les communiqués de presse et les commentaires des médias sur le budget national 2014.	Les autorités de l'éducation au Ghana ont pris des mesures pour résoudre la pénurie d'enseignants dans les districts défavorisés et pour financer un accès accru aux institutions de formation des enseignants.
CSEC Malawi	Coûts cachés de l'éducation primaire gratuite	Résultats communiqués au gouvernement.	Les officiels ont promis d'examiner les problèmes qui ont été soulevés.
ZANEC Zambie	Évaluation de la mise en œuvre de l'initiative de suivi budgétaire dans le cadre de la stratégie commune de plaidoyer en faveur de l'égalité des sexes	L'analyse de la recherche est exploitée pour déterminer la position de ZANEC à l'égard du budget. Si les récentes augmentations des allocations (de 17,5 % en 2013 à 20,2 % en 2014) marquent une tendance positive, ZANEC a souligné la nécessité de privilégier la distribution de matériels pédagogiques, le recrutement des enseignants, l'infrastructure et l'amélioration des régimes de prêts aux étudiants pour garantir un accès équitable.	Le gouvernement a réactivé le Comité thématique sur le genre et la mise en œuvre de la politique de rescolarisation a été améliorée.
NEP Cambodge	Enquête de suivi des dépenses publiques dans l'enseignement primaire	Les recherches sur la pénurie d'enseignants et sur les salaires servent à documenter l'axe central de la campagne de la Semaine mondiale d'action.	Le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports a accepté oralement la proposition de NEP de renforcer les capacités des personnels éducatifs dans les provinces, en leur apprenant à utiliser les outils Excel fournis par NEP en vue de garantir la distribution équitable des budgets scolaires.
NCE Inde	Rapport sur la situation de la mise en œuvre de la loi RTE dans le district de Boondi au Rajasthan	NCE Inde s'appuie sur son rapport sur la situation de la mise en œuvre de la loi RTE pour renforcer le dialogue avec les décideurs politiques et les services de l'État.	Une audience publique a eu lieu dans le district de Boondi au Rajasthan. Les études de cas mentionnées dans la recherche ont été exposées, et des stratégies de scolarisation des enfants exclus ont été débattues.
PEAN Papouasie Nouvelle-Guinée	Impact élevé et bonnes pratiques des fournisseurs de services d'alphabétisation des adultes	Résultats communiqués au gouvernement.	La direction de l'Éducation a recommandé d'envisager l'alphabétisation des adultes comme une stratégie pour le développement humain complet; PEAN a été invité à présenter une note de concept proposant des stratégies alternatives pour lutter contre l'analphabétisme des adultes.
Foro Socioeducativo Dominican Republic	Suivi du budget du ministère de l'Éducation de la République Dominicaine – bulletins de l'Initiative Education Watch	L'initiative Education Watch de la coalition est en passe de devenir un outil de surveillance sociale et un élément essentiel du plaidoyer en faveur de l'éducation. Même si la coalition reste indépendante et autonome, le travail effectué au travers d'Education Watch a considérablement amélioré ses relations avec les autorités au pouvoir.	Le ministère de l'Éducation a révisé ses pratiques d'enregistrement et son contrôle budgétaire, et le Bureau de la planification de l'éducation a amélioré la collecte de données et la documentation des processus.
FEDH-IPN Nicaragua	Éducation inclusive	La recherche est utilisée pour élaborer des recommandations de positionnement public sur divers aspects de l'éducation nationale, y compris le financement, l'inclusion, l'éducation interculturelle et la formation des enseignants.	Les conclusions concernant les adolescentes enceintes, les filles, garçons et adolescents travailleurs, et ceux qui sont menacés par la traite des êtres humains ont incité la communauté éducative à s'intéresser à la réintégration de ces jeunes dans le système éducatif.
ACCE - Albanie	Rapport d'évaluation sur l'enseignement pré-universitaire en Albanie	Le rapport d'évaluation a servi de base aux contributions de la coalition à la nouvelle réforme éducative.	Le ministère de l'Éducation a utilisé certaines recommandations de l'ACCE pour élaborer le Code de conduite pour les enseignants et les élèves.

Objectif 4 : Apprentissage et collaboration entre les pays

Au cours de la phase actuelle du programme du CSEF, les initiatives visant à encourager l'apprentissage et la collaboration entre les coalitions et d'autres acteurs œuvrant pour la défense de l'éducation ont été intensifiées. Un plan mondial d'apprentissage a été élaboré à partir des besoins et des intérêts identifiés par les coalitions, dans le but d'offrir les outils et les ressources nécessaires pour soutenir le travail de plaidoyer et d'engagement politique de la société civile à long terme. Un système complet d'apprentissage, de suivi et d'évaluation (système LME) a aussi été établi pour l'ensemble du programme du CSEF, ainsi que des directives et des modèles pour la génération des rapports. Les

informations recueillies par ce système sont réunies dans une base de données mondiale, qui sert de base aux outils et aux documents d'apprentissage en décrivant à la fois les meilleures pratiques et les défis les plus courants.

Les partenaires régionaux du CSEF ont fourni un appui et un accompagnement aux coalitions avec 11 outils de renforcement des capacités, rapports et exposés, ainsi que des visites sur le terrain et des sessions de formation. Ils ont aussi mis en place des processus d'échange des leçons et des expériences comme ceux décrits ci-après :

Afrique

Un document regroupant des études de cas à partir de **l'expérience de 12 pays** a été préparé avec la contribution de la CME.

Asie Pacifique

L'ASBAE est en train de produire une seconde version de sa publication « **Persuading Powers** » présentée avec succès en 2012, en utilisant des études de cas et des expériences acquises auprès des coalitions nationales de l'éducation dans la région Asie-Pacifique.

Amérique Latine

Publication du plaidoyer de la société civile pour le droit humain à l'éducation et la formation. (Novembre 2013) *Récits d'Amérique latine et des Caraïbes - Volume 2* (www.campanaderechoeducacion.org/v2/es/publicaciones/clade/publicaciones-tematicas.html). Rassemble les expériences et les leçons de diverses coalitions nationales pour le droit à l'éducation en Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Haïti, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou et République dominicaine.

Moyen-Orient et Europe de l'Est

Le rapport Harvest pour les années 2009-2013 récapitule les résultats, les bonnes pratiques et les leçons à retenir afin d'encourager les coalitions à poursuivre leur action en faveur de la réalisation des objectifs de l'EPT. La version du rapport en arabe a été diffusée à tous les membres de l'ACEA pour contribution.

Enfin, les régions ont aussi facilité les partenariats et les réseaux transfrontaliers et inter-régionaux pour 10 initiatives de collaboration en 2013 :

AFRIQUE : ANCEFA

- Partenariat avec CSEC (Malawi) pour guider et soutenir la coalition nationale de l'éducation du Botswana
- Partenariat avec ZANEC (Zambie) pour guider la coalition de Namibie
- Partenariat avec CEF (Lesotho) pour échanger les leçons des opérations des comités thématiques
- Partenariat avec COSYDEP (Sénégal) pour soutenir COMEDUC (Mauritanie)
- Partenariat avec la coalition du Burkina Faso pour soutenir FADE (Djibouti)

ASIE PACIFIQUE : ASPBAE

- Offre aux ONGI membres du Comité régional de financement (Plan International, Save the Children, ActionAid et Open Society Foundations) des occasions de rencontrer des représentants de la coalition et de discuter ensemble d'éventuelles collaborations futures.
- ASPBAE a invité des représentants de Plan International et de ChildFund à une réunion au Sri Lanka dans le but d'obtenir leur aide pour reconstruire la coalition. Les représentants des deux ONGI se sont montrés intéressés à fournir un appui dans l'avenir.

MOYEN-ORIENT ET EUROPE DE L'EST : ACEA

- La Conférence sur la réforme de l'éducation dans le monde arabe organisée par ACEA en avril a été suivie par toutes les coalitions, et leur a donné l'occasion de rencontrer des organisations internationales telles que Foundation for Future, DVV International, Oxfam Novib et l'Internationale de l'Éducation.
- Pendant la visite du Secrétariat au Yémen en juillet 2013, ACEA a organisé des rencontres entre les coalitions de Somalie et du Soudan en vue d'une collaboration pour finaliser et renforcer leurs plans de plaidoyer.
- ACEA et le Secrétariat de la CME ont profité des ateliers sur la gestion financière et le plaidoyer qui se sont tenus au Yémen en octobre 2013 pour organiser des réunions communes sur les expériences du CSEF avec des représentants de six coalitions (Albanie, Géorgie, Moldavie, Somalie, Soudan et Yémen).

Au niveau mondial, la CME a travaillé avec les coalitions CSEF afin de réunir des exemples de bonnes pratiques pour produire une publication sur l'apprentissage de la société civile. Elle décrit par exemple la participation de la coalition du Burkina Faso aux processus de planification sectorielle de l'éducation et les initiatives de COSYDEP au Sénégal pour mettre fin à un système délétère de recrutement des enseignants. Cette publication a été diffusée à toutes les coalitions CSEF et publiée sur Internet. Un autre rapport présente des exemples intéressants du travail

effectué par des coalitions CSEF pour renforcer la responsabilité sociale dans le secteur éducatif, avec l'organisation d'une enquête de suivi des dépenses publiques au Malawi, le suivi et l'analyse du budget à l'échelon communautaire au Nicaragua, la médiatisation utilisée pour mettre en évidence les incohérences des dépenses par rapport aux budgets au Bangladesh et une nouvelle initiative Education Watch au Kenya. Ce document sera développé courant 2014 dans une autre publication plus complète sur l'apprentissage, qui servira de base pour le dialogue entre les coalitions sur le nouveau forum multilingue de discussion en ligne de la CME. En outre, la CME a publié quatre documents stratégiques majeurs, la plupart dans les cinq langues du CSEF, qui serviront de ressources pour le plaidoyer politique des coalitions CSEF : Imposer l'équité : Financer l'éducation pour tous avec des ressources domestiques ; L'enseignement en langue maternelle : des leçons de stratégie pour la qualité et l'inclusion ; Égalité des droits, égalité des chances : l'éducation inclusive des enfants en situation de handicap et The Right to Education Post-2015.

En plus de l'appui fourni par les partenaires régionaux et la CME, le Groupe des partenaires internationaux du CSEF apporte un appui essentiel à la coordination et l'efficacité des activités de renforcement des capacités des coalitions au travers d'initiatives existantes, et grâce à l'expertise de partenaires œuvrant dans le secteur éducatif et qui possèdent des bureaux ou des programmes

sur le terrain. Le groupe est actuellement formé par ActionAid, l'Internationale de l'Éducation, GIZ Backup Education, Ibis, Open Society Foundations (OSF), Oxfam, Plan International, RESULTS, Save the Children et Voluntary Services Overseas (VSO). L'appui de ces organisations a aidé les coalitions à développer des plans de plaidoyer robustes pour le CSEF, à savoir :

- OSF : Albanie
- OSF et la Campagne brésilienne pour le droit à l'éducation : Cap-Vert et Guinée-Bissau
- OSISA et MEPT Mozambique : Angola
- OSISA : RDC
- Plan International : Bénin
- Oxfam et COSYDEP Sénégal : Mauritanie
- RESULTS US : Tanzanie

Les membres du Groupe des partenaires internationaux se téléphonent périodiquement pour discuter des nouveaux engagements. Le groupe met aussi régulièrement à jour un document de suivi qui rend compte de la présence, des projets et de l'expertise des ONGI, et vient alimenter la planification. Les prochaines collaborations prévues portent sur des cercles d'apprentissage sur la théorie du changement organisés avec OSF, et sur la planification de la recherche et du plaidoyer à l'aide des matériels de VSO.



Conclusion

Cette phase du programme CSEF a fait la preuve de sa valeur unique liée à l'engagement accru des citoyens dans les débats sur l'éducation et à l'amélioration du respect et de la prise en compte de leurs contributions. Un nombre croissant de propositions politiques des coalitions – développées en consultation avec l'ensemble de leurs membres – sont adoptées dans les documents officiels et la législation de l'éducation. On constate une prise de conscience accrue autour des problèmes les plus sérieux aux quatre coins des pays, et les citoyens exclus ou isolés peuvent désormais s'exprimer et influencer les décisions concernant leur propre éducation. Le soutien des capacités est devenu plus stratégique et plus centré, s'inspirant des intérêts et des besoins sur le terrain, et davantage de partenaires internationaux s'impliquent pour assurer la coordination des appuis. Les bonnes pratiques sont documentées, ce qui permet aux coalitions de tirer des enseignements de leurs approches mutuelles, et d'établir des dialogues et des partenariats avec d'autres réseaux ailleurs dans le monde.

Au cours de la période à venir, la CME et ses partenaires régionaux vont continuer à mettre en œuvre les activités planifiées, tout en déterminant avec les partenaires régionaux et internationaux, le GPE et l'UNESCO des stratégies pour trouver des financements à long terme afin de poursuivre ce travail essentiel. L'accent sera davantage mis sur le partage de l'apprentissage entre les coalitions, mais aussi avec les structures régionales, afin de mettre en place les meilleures pratiques possible de renforcement des capacités et de soutien technique dans l'ensemble du programme. Le CSEF continuera aussi à témoigner et partager les bonnes pratiques émanant de ces initiatives larges, variées, impressionnantes et souvent innovantes menées dans des dizaines de pays à travers le monde.

Coalitions financées par le CSEF

